

Les personnes physiques ou morales adhérentes à la fédération s'engagent à respecter les principes énoncés dans sa Charte.

La fédération et ses signataires font leur, le préambule de la Charte des Droits Fondamentaux de l'Union Européenne qui se fonde « sur les valeurs indivisibles et universelles de dignité humaine, de liberté, d'égalité et de solidarité ; elle repose sur le principe de la démocratie et le principe de l'Etat de droit. Elle place la personne au cœur de son action ».

Les signataires expriment :

- Leur volonté de promouvoir une politique de justice pénale inscrite dans une dimension de cohésion sociale, respectueuse des droits et de l'égalité de traitement des personnes.
- Leur volonté de promouvoir une justice humaniste
- Leur conviction que les personnes justiciables sont en capacité d'amorcer un changement dans leurs parcours délictueux, sont actrices de leur propre histoire, et sujets de droit.
- Leur souci constant de mettre en œuvre, avec tolérance et sans jugement, des pratiques professionnelles centrées sur la personne et dans le respect du mandat pénal.

Ces valeurs se caractérisent par :

- L'engagement et l'implication au service de l'intérêt général
- La rigueur méthodologique et intellectuelle,
- La culture du partenariat et la volonté permanente de développer voire de contractualiser des modes de coopération,

Leur ambition est de contribuer à la résolution des problèmes de justice et de société par la déclinaison des valeurs et principes énoncés ci-dessus et avec la volonté de :

- **Militer** pour une justice préventive, réparatrice et médiatrice
- **Promouvoir** les mesures d'aide à la décision, de pacification des conflits, d'alternatives aux poursuites et à l'incarcération et d'aménagement de peine.
- **Soutenir** une réponse judiciaire adaptée, individualisée et qui ait du sens dans l'application de la sanction.
- **S'employer à responsabiliser** les personnes auteurs sous main de justice, notamment sur les conséquences de leurs actes.
- **Favoriser les processus** de réparation tant vis-à-vis des auteurs que des victimes
- **Permettre** l'accès aux droits pour tous et aider chaque individu à faire valoir ses droits
- **Combattre** toute forme de violence, toute stigmatisation faite à l'encontre de populations, toute surenchère sécuritaire, toute forme d'enfermement non justifiée, toute pénalisation de la pauvreté.
- **Participer** à la mise en œuvre d'une réponse judiciaire équitable et harmonisée qui soit lisible et soucieuse du sens de la sanction.
- **Prôner** la systématisation d'une approche interministérielle concernant les problématiques spécifiques des personnes sous main de justice
- **Affirmer** la spécialisation d'une intervention auprès du public sous main de justice et défendre la professionnalisation des intervenants socio-judiciaires
- **Développer** des actions au bénéfice des publics et favoriser les organisations de travail qui répondent aux besoins des justiciables
- **Faire reconnaître la spécificité** de la réponse associative inscrite entre les logiques de politiques publiques et les logiques de marchés
- **Réaffirmer** que l'utilité sociale des associations peut être rendue lisible par des démarches d'évaluation
- **Favoriser** les modes de coopération entre les associations adhérentes.
-

La fédération s'engage auprès de ses adhérents à :

- **S'inscrire** dans une écoute permanente de ses adhérents, notamment de leurs difficultés,
- **Veiller** à ce que les associations adhérentes soient considérées par le service public de la Justice comme des partenaires
- **Développer et renforcer** les liens entre ses adhérents et travailler au développement de leurs complémentarités sur les territoires, et ce dans l'intérêt commun.
- **Développer** son appui technique et méthodologique auprès des associations adhérentes,
- **Concevoir et proposer** une politique de formation spécialisée afin d'assurer la professionnalisation au sein du réseau et optimiser la qualité des interventions
- **Evaluer et analyser** l'impact des décisions de politiques publiques sur le secteur socio-judiciaire
- **Développer** les études, les recherches et l'édition dans les domaines d'activités de la fédération.
- **S'assurer** au sein de son réseau que les pratiques de ses adhérents soient ancrées dans les référentiels produits par la fédération,
- **Soutenir** toute expérimentation consolidant les réponses pénales (dispositifs en direction de personnes ayant des conduites addictives, des mineurs, des auteurs de violences conjugales, des auteurs d'infractions sexuelles....
- **Diffuser et essaimer** au sein du secteur associatif socio judiciaire ces expérimentations et accompagner leur évaluation.

Pour Citoyens et Justice,

**Thierry Lebéhot
Président**

La fédération s'engage concernant les Ministères, les Élus, les administrations et l'ensemble des partenaires à :

- **Participer** avec les ministères concernés à l'élaboration d'un schéma directeur (état des lieux, objectifs, moyens),
- **Accompagner** la création et le développement d'associations en fonction des indications de ce schéma,
- **S'assurer** auprès des ministères et des administrations de la déclinaison des politiques publiques sur le plan local et accompagner ses adhérents dans la compréhension des enjeux.
- **Soutenir** et défendre les conditions de financement indispensables à l'exercice des missions confiées aux associations,
- **Maintenir** une veille juridique et sociale sur l'ensemble des champs socio judiciaires,
- **Proposer**, à partir d'une évaluation partagée, des textes législatifs,
- **Représenter** les intérêts associatifs et ceux des justiciables auprès des élus, des administrations et de l'ensemble des partenaires.

La Fédération et ses adhérents participent à la "veille sociale" : Ils en tirent force d'innovation, de proposition et contribuent à l'élaboration des politiques publiques.

Pour l'association Adhérente

Le Président



Fédération des associations socio judiciaires
351 Boulevard du Président Wilson 33073 Bordeaux cedex
Tél. : 05.56.99.29.24—Fax : 05.56.99.49.65
federation@citoyens-justice.fr / www.citoyens-justice.fr